

« L'innovation sociale » à l'anglaise : de la 'New Britain' à la 'Big Society'

Emile Chabal
Cambridge University
emile.chabal@gmail.com

L'auteur propose ici de retracer la généalogie historique du concept d'innovation sociale dans la politique britannique des deux dernières décennies. Ayant à la fois forgé le renouvellement du parti travailliste à la fin des années 90 et la réinvention de la droite sous David Cameron, le concept d'innovation sociale incarne un mode spécifique de relation entre politique et discours au Royaume-Uni. Devenue une véritable théorie du social visant à combiner désengagement de l'Etat et solidarité, cette notion, lorsqu'elle est appropriée par le politique, débouche sur un ensemble de décisions qui, dans un contexte d'austérité budgétaire, sont propres à faire naître un mouvement de contestation venant à fragiliser ses fondements théoriques.

Le 9 décembre 2010 des dizaines de milliers d'étudiants britanniques se retrouvaient à Londres pour une ultime manifestation contre les réformes de l'enseignement supérieur en Angleterre. Vues de l'autre côté de la Manche, de telles actions et de telles revendications pourraient paraître d'une grande banalité : après tout, quoi de plus ordinaire que de voir des étudiants français défiler contre des réformes gouvernementales ? Par contre, en Angleterre, l'ampleur et la violence du mouvement ont provoqué l'étonnement, aussi bien du côté des forces de l'ordre et de la coalition au pouvoir, que de celui des syndicats et du Parti travailliste. On a assisté à des occupations de campus, à de multiples rassemblements lycéens et étudiants dans toutes les grandes villes universitaires, et même à une attaque

théâtrale visant la voiture qui transportait le Prince Charles et sa femme Camilla, le soir de la dernière manifestation à Londres. Pendant quelques instants, on aurait même pu croire à une sorte de ferveur révolutionnaire quand le petit groupuscule qui s'est retrouvé en face du Prince s'est mis à crier « off with their heads » !

On ne saura pas tout de suite ce qu'auront représenté ces manifestations pour la vie politique britannique. Est-ce une nouvelle génération qui vient de naître, plus politisée et plus active que la précédente ? Ou s'agit-il de revendications ponctuelles et transitoires ? Il est vrai que depuis les années 80, on n'avait pas connu un tel mouvement social de la jeunesse britannique. Cela s'explique en partie par le contexte actuel, et notamment par les nécessités de l'austérité

budgétaire, mais cette analyse ne suffit pas pour comprendre les racines de ce conflit social. Si les revendications des étudiants britanniques sont évidemment le résultat de la conjoncture économique, elles s'inscrivent aussi clairement dans une révolte contre un profond changement de la relation entre l'État et le citoyen. En effet, c'est dans les vingt dernières années que s'est achevé le processus d'individualisation de la société qui avait été entamé par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher (1979-1990). Cette transformation s'est poursuivie avec l'arrivée au pouvoir en 1997 des travaillistes sous Tony Blair : on voit alors se dessiner une synthèse entre un modèle social-démocrate réformé et le moment 'néo-libéral' des années 80.

C'est dans cette évolution qu'on peut situer le concept de « l'innovation sociale » qui, comme on le verra, représente parfaitement ce mélange entre une certaine pensée néo-libérale qui met en avant les valeurs du secteur privé et l'individualisme entrepreneurial, et un discours 'social' qui cherche à tempérer les conséquences néfastes du capitalisme (dégâts environnementaux, exploitation des ouvriers...). Il est donc peu surprenant qu'il ait trouvé un large public au sein de la gauche réformatrice : il permettait aux socio-démocrates de justifier le recul de l'État-providence, tout en évitant le dogme de la privatisation complète. En même temps, « l'innovation sociale » est devenue de plus en plus un moyen de théoriser le lien social et la solidarité dans un pays qui a du mal à parler de la « nation » ou de « la communauté nationale ». Le contraste avec la France est ici frappant : tandis qu'il y a eu depuis les années 80 des débats vigoureux en France autour

de la « Nation », de la « République », de la « fracture sociale » ou encore de « l'intégration », il n'y a rien eu de tel au Royaume-Uni. C'est alors le discours de « l'innovation sociale » qui va permettre de repenser la nation britannique. D'abord dans le slogan blairiste de la 'New Britain' qui voulait faire du Royaume-Uni un pays moderne et « innovateur » ; et aujourd'hui dans le concept conservateur de la 'Big Society' qui fait de « l'innovation sociale » une valeur citoyenne. Dans les deux cas, les enjeux principaux étaient les fondements de la citoyenneté et la construction de la communauté nationale. Cependant il est apparu une tension au sein de ce nouveau discours. Car « l'innovation sociale » permet simultanément de légitimer le désengagement de l'État et théoriser une reconstruction du lien social britannique. Cette tension explique ainsi les très vives réactions qu'ont provoquées un discours politique qui tente de réconcilier désengagement et solidarité.

« L'innovation sociale » dans le parcours de la gauche britannique

Le discours moderne de « l'innovation » est inséparable de la montée du « managérialisme » partout en Europe à partir des années 60. Ce mouvement largement importé des États-Unis s'est attaché en premier lieu à réformer les hiérarchies et les structures des entreprises dans le secteur privé, mais s'est rapidement étendu au secteur public à partir de la fin des années 70. Cette évolution fut d'autant plus marquée au Royaume-Uni que le pays avait été touché par une profonde crise économique dans

les années 70, qui rendit urgent la réforme de l'État-providence. L'arrivée au pouvoir en 1979 de Margaret Thatcher annonça une période de vaste remaniement du secteur public. Même si le bilan de ses réformes fut mitigé et si elle ne réussit pas toujours à réduire les dépenses publiques, Thatcher s'est attaquée violemment au secteur public : dans une phrase célèbre, elle proclama en 1986 qu'elle avait « fait reculer les frontières de l'État » et qu'elle « continuerait incessamment de les faire reculer ».¹ Dans la pratique, cette conviction s'est traduite par des privatisations généralisées (industries primaires, télécommunications, chemins de fer...), par la réduction du pouvoir syndical, la célébration de l'entreprise individuelle et de la finance incarnée par la « City », et par la décentralisation, notamment au moyen d'un projet de rachat massif des logements sociaux (council housing). Malgré quelques nuances, ce programme fut largement repris par son successeur John Major. Avec la victoire de Major aux élections législatives de 1992, il était clair que même dans des conditions politiques peu favorables au Parti conservateur, ces derniers jouissaient toujours d'un capital important auprès d'un électorat imprégné par le discours thatchérien.

C'est dans ce contexte politique difficile qu'on voit s'opérer d'importants changements dans les repères idéologiques de la gauche travailliste, changements qui vont permettre l'émergence de « l'innovation sociale » comme concept majeur. C'est alors qu'en 1995, le parti travailliste sous la direction du jeune Blair aban-

donne la « Clause IV », qui affirmait l'engagement du parti en faveur des nationalisations. Ce changement radical fut accompagné de nouveaux concepts émanant d'intellectuels de gauche. L'exemple le plus connu aujourd'hui est la « Third Way » (Troisième Voie) du sociologue Anthony Giddens. Celui-ci proposait une reformulation de la gauche social-démocrate pour que celle-ci puisse affronter les nouvelles données du XXI^e siècle (mondialisation, écologisme...) sans sombrer ni dans le néo-marxisme, ni dans une toute-puissante idéologie unique. Son influence sur le parti travailliste des années 90 a été très marquée, et on l'a accusé à plusieurs reprises d'être l'idéologue officiel du blairisme. Pourtant, on retrouve les mêmes préoccupations dans le concept de « stakeholder economy », élaboré par un autre proche du parti, l'économiste Will Hutton, dans son livre *The State We're In* (1995). Selon Hutton, il fallait réformer les marchés financiers afin de « créer un capitalisme moins dégénératif » qui « élargirait le champ des actionnaires ». Cela permettrait aux entreprises de dépasser un court-termisme dangereux et d'éviter les excès du capitalisme thatchérien. Comme la thèse de Giddens, celle de Hutton proposait une autre voie entre le dirigisme économique de l'après-guerre et le laissez-faire des années 80. Ces multiples synthèses semblaient offrir aux travaillistes les moyens intellectuels de sortir de leur trou noir électoral, et elles furent toutes reprises avec enthousiasme par Blair, avant sa victoire de 1997.²

¹ 'Speech to Conservative Party Conference' (10/10/86) in *Margaret Thatcher Foundation* (<http://www.margaretthatcher.org/document/106498>).

² R. Roberts & D. Kynaston, 'The rout of the stakeholders' in *New Statesman* (17/09/01).

C'est dans ce même mouvement de reformulation de la gauche britannique qu'il faut situer l'intérêt renouvelé pour « l'innovation sociale ». On peut le constater en retraçant les parcours de deux figures phares de ce mouvement : Geoff Mulgan et Charles Leadbeater. Mulgan, né en 1961, fait ses études à Oxford et au University College de Londres, avant d'entamer une carrière académique et politique.³ Il commence à militer dans les cercles travaillistes dans les années 80 et contribue au magazine *Marxism Today*, affilié au Parti Communiste mais véritable creuset de réflexion, très écouté, même du côté des réformateurs travaillistes. Ses écrits montrent dès la fin des années 80 une volonté de rompre avec les anciennes idées dirigistes de la gauche, et une préoccupation croissante vis-à-vis du rôle à jouer de « l'innovation ». Par exemple, en 1989 il met en cause le nouveau programme du Parti travailliste, qui selon lui se révèle faible au regard d'« une politique sociale innovatrice » ; et en 1991 il propose que la gauche « rentre dans la modernité » avec un programme qui ferait des efforts sérieux afin de promouvoir « l'innovation permanente » de l'économie britannique.⁴

Marxism Today ferme ses portes en 1991 mais il n'est pas question pour Mulgan d'arrêter là son engagement politique et social. En 1993, il fonde le think-tank *Demos* avec l'ancien directeur de la revue, Martin Jacques. Ce think-tank devient rapidement l'un des cercles de réflexion

britanniques les plus cotés et ses publications avancent explicitement une nouvelle analyse de la politique, plus sensible aux nouveaux mouvements sociaux et à la « crise » de la politique des années 90.⁵ *Demos* aura une influence importante sur Blair et ses proches, et on ne s'étonne pas de voir Mulgan rentrer dans le gouvernement Blair à partir de 1997 comme « Director of Policy », et plus tard comme responsable de la « Prime Minister's Strategy Unit ». Malgré son influence considérable sur le gouvernement, Mulgan se retire de plus en plus de la politique active dans les années 2000. Cette déception vis-à-vis des compromis du pouvoir s'est traduite par un engagement accru dans le monde associatif. Il devient ainsi en 2006 directeur de la *Young Foundation* qui cherche à encourager « l'innovation sociale » dans tous les domaines. Le nom de la fondation rend hommage au sociologue Michael Young, mort en 2002, qui fut l'un des pionniers de l'entreprise sociale britannique, à travers de projets réussis comme par exemple l'« Open University » (une université de formation à distance fondée en 1969) et la « *School for Social Entrepreneurs* » (un programme de formation en continu pour les entrepreneurs sociaux, fondé en 1997). En suivant le fil conducteur des projets de Young, la *Young Foundation* se veut un lien privilégié entre l'État et la société civile qui émerge, et elle organise des séminaires, des enquêtes, et dirige des projets de *social entrepreneurship*. Un pari réussi puisque les rapports de la fondation,

³J. Harris, 'The power of influence' in *The Guardian* (26/05/06).

⁴G. Mulgan, 'The Vision Thing' in *Marxism Today* (28/08/89) ; G. Mulgan, 'The Shock of the New' in *Marxism Today* (05/07/91).

⁵G. Mulgan (ed.), *Life After Politics : New Ideas for the 21st century. The best new thinking in Britain*, London, Fontana, 1997. R. Cockett, 'Demos's brave new words' in *Times Higher Education Supplement* (11/07/97).

notamment une enquête de 2009 sur la précarité et l'exclusion intitulée *Sinking or Swimming*, continuent d'être des références dans le genre.

Leadbeater lui aussi commence sa carrière comme journaliste dans les années 80. Il écrit pour le *Financial Times* et contribue régulièrement à *Marxism Today*. On retiendra particulièrement deux articles qu'il publie dans le magazine marxiste : le premier en 1988 sur la nécessité pour la gauche de récupérer « l'individualisme progressif » ; et le deuxième en 1991 sur le concept du « marché social », un moyen selon lui de dépasser le clivage entre « marché planifié » et « marché libre ». ⁶ Comme Mulgan, Leadbeater va graviter autour du Parti travailliste : il devient membre de *Demos* et consultant pour Blair après 1997. Ses interventions seront surtout consacrées à la *knowledge economy* et le *social entrepreneurship*, deux sujets sur lesquels il publiera de nombreux livres, notamment *The Rise of the Social Entrepreneur* (1997). A tel point que l'un des chargés de communication les plus connus de Blair - Peter Mandelson - dira même de lui qu'il est « le genre d'intellectuel qui peut être utile au gouvernement parce qu'il a un sens aigu de la réalité au quotidien ». ⁷

Cependant, les exigences du pouvoir provoquent à leur tour le détachement progressif de Leadbeater vis-à-vis de la vie politique. Dans les années 2000, il recentre directement ses activités sur la *social entrepreneurship*

et s'intéresse de plus en plus à l'innovation numérique et à l'Internet. Ses articles sont toujours publiés dans les plus grands quotidiens britanniques et ses livres continuent d'avoir un large retentissement dans le monde du *policy*, marketing et management, même si on remarque aujourd'hui quelques changements dans ses prises de positions. ⁸ En effet, dans un rapport qu'il a rédigé pour la *Young Foundation* en 2010 (avec une préface de Mulgan), il nous prévient que même s'il y a de plus en plus de créativité dans une « économie de l'innovation », la « politique managérialisée » et « l'individualisme excessif » ont sérieusement fragmenté le lien social. ⁹ Comme l'ont noté plusieurs commentateurs, ce retour aux valeurs de la « communauté » et de la « solidarité » représente une conversion notoire pour un ancien partisan de l'individualisme et de la mondialisation. ¹⁰ Toutefois, l'influence de ces deux grands chefs de file de « l'innovation sociale » au Royaume-Uni ne laisse aucun doute. Leadbeater en fait d'ailleurs lui-même le bilan dans un article de 2010 :

« Ils formaient un groupe de marginaux et de « mavericks », de figures héroïques qui sans l'aide de qui-conque semblaient pouvoir créer des emplois, des services de santé et des programmes éducatifs qu'ils apportaient dans les quartiers défavorisés. Ils étaient des visionnaires et des optimistes acharnés [...] ils appliquaient

⁶ C. Leadbeater, 'Power to the Person' in *Marxism Today* (14/10/88) ; C. Leadbeater, 'Whose Line is it Anyway' in *Marxism Today* (20/07/91).

⁷ P. Wintour, 'Tony's got a brand new guru' in *The Guardian* (25/07/99).

⁸ C. Leadbeater, 'Shape of things to come' in *The Guardian* (14/04/04).

⁹ C. Leadbeater, *Digging for the Future : An English Radical Manifesto*, London, The Young Foundation, March 2010, p. 8.

¹⁰ M. Bunting, 'A convert to communities' in *The Guardian* (29/03/10).

volontairement des méthodes managériales pour résoudre les problèmes sociaux [...] Ça, c'était il y a dix ans. Aujourd'hui on les appellerait des entrepreneurs sociaux... »¹¹

Sans accepter forcément ce portrait idéal de l'entrepreneur social, il est clair que la vision sociale, individualiste, flexible et ouverte, incarnée dans la pensée de Leadbeater et de Mullan, et mise en œuvre par des organisations telles que la Young Foundation, a trouvé désormais sa place au sein de la politique britannique dans les années 2000.

« L'innovation sociale » : un projet politique ?

On peut mesurer le succès du concept de « l'innovation sociale » en premier lieu par sa diffusion au sein de l'État. La création en 2002 d'une « Social Enterprise Unit » dans le « Department of Trade and Industry » sera suivie en 2006 par l'inauguration d'un département gouvernemental dans le Cabinet Office spécifiquement dédié à « l'innovation sociale », sous le nom d'« Office of the Third Sector ». Dirigé de 2006 à 2008 par Ed Miliband (aujourd'hui leader du Parti travailliste), le département avait comme but de financer des projets et d'encadrer les relations entre l'État et le « troisième secteur ».¹² Ce nouveau département, et la nomination en 2006 d'un « Secretary of State

for Communities and Local Government » chargé de la politique des quartiers et des communautés, ont permis au gouvernement travailliste d'afficher clairement son ambition en 2006 de « devenir le parti des entrepreneurs sociaux », selon Hazel Blears, secrétaire du parti.¹³ Dès lors cet engagement est devenu de plus en plus net et, entre 2008 et 2010, on assiste à de multiples discours en faveur de « l'innovation sociale » et à la mise en route des aides financières.¹⁴ Même si l'arrivée au pouvoir des conservateurs a vu une réduction du budget consacré à « l'innovation sociale », celle-ci bénéficie encore aujourd'hui d'un appui considérable de l'État.

Une des conséquences de ce soutien a été l'efflorescence de projets dans le monde associatif visant à encadrer ce nouveau discours. Il existe maintenant de nombreuses formations conçues pour les entrepreneurs sociaux - universités d'été, diplômes, formations - ainsi que des publications comme *Third Sector* (créé en 1992) qui cherchent à inculquer les valeurs de « l'innovation sociale ».¹⁵ Depuis 2003 il existe aussi une « Social Enterprise Coalition », une organisation non gouvernementale qui veut réunir les acteurs de « l'innovation sociale » à travers des conférences et un prix annuel de l'entreprise sociale. Elle a proposé en outre l'établissement d'une « Social Enterprise Mark », l'équivalent des logos « Fairtrade » ou « Bio », qui avec

¹¹ C. Leadbeater, 'Mainstreaming of the mavericks' in *The Guardian* (25/03/07).

¹² Le "third sector" a été défini comme "voluntary and community groups, social enterprises, charities, cooperatives and mutuals".

¹³ H. Blears, 'Labour must finally prove it has the governing gene' in *The Guardian* (01/06/06).

¹⁴ P. Butler, 'Minister pledges bigger role for social enterprises' in *The Guardian* (27/02/08) ; 'Ministers give social entrepreneurs £100m to create jobs for young' in *The Guardian* (13/05/09).

¹⁵ On peut signaler notamment la *School of Social Entrepreneurs* (www.sse.org.uk) ou l'*Ariane de Rothschild Fellows Program in Social Entrepreneurship* (www.adrfellowship.org).

l'aide de l' « Office of the Third Sector » a vu le jour en février 2010.¹⁶ Les entreprises qui auront le droit d'exposer le logo devront démontrer qu'au moins 50% de leurs bénéficiaires ont été réinvestis dans des projets sociaux. On verra vraisemblablement de plus en plus d'entreprises britanniques avec la « Social Enterprise Mark » au fur et à mesure que se développent les réseaux professionnels et la présence médiatique de la *social enterprise*. Mais avec la multiplication d'initiatives privées et publiques destinées à la soutenir - des « social innovation consultants » au « social innovation camps » - on peut déjà mesurer le potentiel du concept dans le cadre du renouveau de la vie associative au Royaume-Uni.¹⁷

On aurait tort cependant de limiter notre analyse de « l'innovation sociale » seulement à sa présence dans le milieu associatif. De fait ce discours joue maintenant un rôle capital dans la politique du gouvernement conservateur. Cela peut paraître quelque peu paradoxal car, comme on l'a vu, à l'origine « l'innovation sociale » avait une vocation apolitique : on y voyait un moyen plus efficace de gérer des services que l'État ne pouvait (ou ne voulait) pas prendre en charge. De plus, la plupart des acteurs du monde de « l'innovation sociale » et de la *social enterprise* se définissent comme des agents non-politiques. S'ils reçoivent quelquefois des subventions de l'État, leur but est de devenir des acteurs indépendants dans leur communauté. Et

pourtant « l'innovation sociale » comporte plusieurs dimensions hautement politiques. On a déjà vu à quel point l'émergence du concept s'est appuyée sur un réexamen plus général de la pensée social-démocrate britannique dans les années 90. Il importe maintenant de montrer comment ce concept a été retravaillé depuis 2009 dans le cadre de la « Big Society » de David Cameron.

Le retour de la droite au pouvoir en mai 2010 n'a pas été accompagné de la même ferveur intellectuelle qu'au moment de la victoire des travaillistes en 1997 : il n'y avait pas de Hutton ou de Giddens qui puisse offrir aux conservateurs les outils conceptuels d'un renouvellement de la pensée conservatrice. En 1997, Blair avait évoqué les notions de « New Britain » et de « Cool Britannia » pour symboliser sa jeunesse et son innovation, mais aussi la rupture avec dix-huit ans de gouvernement conservateur ; en 2010, au milieu d'une crise économique aiguë, de tels propos auraient paru outranciers.¹⁸ Il fallait néanmoins trouver un concept derrière lequel la droite pouvait se rassembler : ce fut la « Big Society ». Dans un des premiers documents qui développent ce concept, quelques mois avant les élections, l'objectif politique de la « Big Society » est déjà clairement affiché : « [Elle] est notre réponse positive à l'approche travailliste du *Big Government* qui a définitivement échoué ». ¹⁹ Mais au-delà de

¹⁶ D. Ainsworth, 'UK-wide social enterprise mark launched in Third Sector' (01/02/10). On trouvera plus de détails sur la « Social Enterprise Mark » sur le site web www.socialenterprisemark.org.uk.

¹⁷ Dirigé par plusieurs membres de la Young Foundation, le « Social Innovation Camp » a été fondé en 2008. Il organise des conférences de deux ou trois jours autour de « l'innovation sociale » et les nouvelles technologies (www.sicamp.org). « Social Innovation » est le nom d'un groupe de consulting britannique qui propose de nombreux *workshops* pour améliorer le « capital social » des entreprises (www.socialinnovation.co.uk).

¹⁸ S. McGuire, 'This time I've come to bury Cool Britannia' in *The Observer* (29/30/09).

¹⁹ Extrait du document « Big Society not Big Government »

sa vocation polémique, on voit déjà se dessiner dans ce document les grandes lignes de la « Big Society » : une réforme du secteur public afin de permettre à des associations volontaires ou caritatives de délivrer des services, la décentralisation du pouvoir vers les « communautés » et les « quartiers » et un appui soutenu à « l'innovation sociale » dans le domaine de l'entreprise sociale et des associations non gouvernementales. Ces trois éléments seront repris de nouveau par les conservateurs après les élections, et on commence alors à entrevoir les conséquences pratiques de ce projet, par exemple avec les premières fondations d'une « Big Society Bank », à l'échelle nationale, ou le rachat d'une agence de poste par une communauté rurale, à l'échelle locale.²⁰

Cependant la rupture n'est peut-être pas aussi profonde que le prétend Cameron. Les liens avec le passé sont évidents, autant dans l'élaboration théorique de la « Big Society » que dans sa mise en œuvre. D'ailleurs, la coalition libérale-conservatrice se sert de réseaux presque identiques pour assurer l'exécution de son projet : le conseiller principal du gouvernement est un jeune entrepreneur social de 33 ans, Nat Wei, qui avait été jusqu'en 2010 un membre de la *Young Foundation*. Il a été rapidement nommé à la Chambre des Lords en mai 2010 et ses premiers discours ont confirmé son orientation.²¹ Il ne s'agit pas seulement de recycler des réseaux : le projet de Cameron repose aussi sur les fon-

datations institutionnelles posées par les travaillistes. Les conservateurs n'ont fait que reprendre des bases qui existaient déjà, comme dans le cas du nouvel « Office for Civil Society » qui a été créé à partir de l'« Office of the Third Sector », aujourd'hui obsolète.

C'est donc sur une architecture essentiellement héritée des travaillistes que Cameron veut construire sa « Big Society ». Toutefois, la portée du projet de Cameron montre qu'il veut en faire bien plus qu'une simple politique. **Même si elle a été beaucoup critiquée pour sa pauvreté intellectuelle, il faut désormais considérer la « Big Society » comme une théorie du social.** Là encore il y a des échos du passé. Leadbeater et Mulgan ont eux aussi voulu faire de « l'innovation sociale » un projet sociopolitique. Mais avec son héritage de droite, Cameron y apporte de nouveaux éléments et il convient de s'interroger sur la vision sociale véhiculée par la « Big Society ». Celle-ci peut se résumer en trois points :

- un « individualisme collectif », au sein duquel la société serait composée non pas d'acteurs horizontaux corporatistes (classes, syndicats, bureaucraties...) mais d'acteurs collectifs sur une petite échelle ;
- le désengagement de l'État-providence sous le prétexte que la société civile peut délivrer les mêmes services que l'État, mais plus efficacement et avec un moindre investissement venant du secteur public ; et

(31/03/10), p. 1, disponible sur le site des Conservatives : http://www.conservatives.com/NewsNews_stories/2010/03//media/Files/Downloadable%20Files/Building-a-Big-Society.ashx.

²⁰ Extrait d'un discours de Cameron à Liverpool le 19 juillet 2010, disponible sur le site du Premier Ministre (<http://www.number10.gov.uk/news/speeches-and-transcripts/2010/07/big-society-speech-53572>).

²¹ R. Ramesh, 'Interview with Mr. Big Society' in *The Guardian* (22/06/10).

– une vision de la communauté nationale ancrée dans « l'individualisme collectif » mettant en avant certaines valeurs de citoyenneté comme « la responsabilité », « la communauté » ou « le choix ».

Dans cette vision, « l'innovation sociale » joue bien évidemment un rôle clé : c'est elle qui va permettre de créer des collectifs locaux et d'assurer les services après le désinvestissement de l'État. Elle devient aussi un élément crucial de la citoyenneté : dans le Royaume-Uni de Cameron, le bon citoyen sera aussi un innovateur social.

Conclusion : Une innovation anti-sociale ?

La « Big Society » révèle donc tout le potentiel politique de « l'innovation sociale ». ²² Pourtant cette transformation n'est pas sans poser problème. En limitant le concept à la vie associative, le gouvernement travailliste avait voulu susciter la création d'un troisième secteur qui puisse soutenir les interventions de l'État ; mais en conjuguant désengagement de l'État et « innovation sociale », Cameron risque de vider le concept de sa légitimité. Dans une conjoncture économique sévère, il est évident que la « Big Society » représente un moyen idéologique de justifier la réduction du déficit public. Malgré les déclarations ambitieuses de Cameron et de ses proches, il sera difficile - sinon impossible - de

remplacer les services publics par des « innovations sociales », surtout dans un contexte d'austérité budgétaire. ²³ Avec quels moyens va-t-on construire la « Big Society » ? Comment va-t-on appuyer les efforts des entrepreneurs sociaux qui pour la plupart nécessitent des subventions de l'État pour mettre sur pied leurs projets ? ²⁴

En même temps les conséquences des mesures d'austérité - chômage, précarité... - vont nuire gravement au sens du mot « solidarité » dans la société britannique. « L'innovation sociale » pourra-t-elle combler ce vide ? On peut en douter. En dépit de ses avantages pour la vie associative, il semble peu probable qu'elle devienne une valeur suffisamment puissante pour contrer le sentiment de crise et de désolidarisation. Plus gênant encore pour les acteurs politiques qui vont tenter d'instrumentaliser « l'innovation sociale » est le simple fait que la plupart des acteurs impliqués sont rarement politisés. Leur discours apolitique empêchera que se construise un projet politique autour d'eux. Avec un manque d'élan politique, la « Big Society » sera vouée à l'échec et la coalition sera alors confrontée à un mécontentement de plus en plus généralisé. Les manifestations massives d'étudiants qui ont secoué le Royaume-Uni il y a quelques mois ne sont qu'un symptôme de ce malaise. Il est à craindre que cela ne soit qu'un début. Si la coalition persiste à appuyer d'un côté le renouvellement de la solidarité à travers

²² Pour une synthèse de la politique de « l'innovation sociale » à l'échelle mondiale, voir 'Let's hear those ideas' in *The Economist* (12/08/10).

²³ Pour des perspectives parallèles, voir par exemple 'Conservative MP Rory Stewart talks about Big Society' in bbc.co.uk (18/07/10) (http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/politics_show/8832113.stm).

²⁴ Ces critiques se font déjà entendre. P. Butler & N. Watt, 'Charity chief says cuts could destroy David Cameron's big society' in *The Guardian* (30/12/10).

« l'innovation sociale », et de l'autre le désengagement d'un État-providence démuni, on verra sans doute régulièrement cette nouvelle génération dans la rue. Dans ce cas il ne restera de la

« Big Society » que ce joli slogan français inventé par le groupe artistique Counterproductions : « The grosse société : *small and anti-social!* »

Compléments bibliographiques

Giddens Anthony, *The Third Way : the renewal of social democracy*, London, Polity, 1998

Hutton Will, *The State We're In*, London, Jonathan Cape, 1995

Judt Tony, *Ill Fares the Land : A Treatise on our Present Discontents*, London, Allen Lane, 2010

Leadbeater Charles, *Rise of the Social Entrepreneur*, London, Demos, 1997

Mandler Peter, *The English National Character : The History of an Idea from Edmund Burke to Tony Blair*, London, Yale University Press, 2006

Rosanvallon Pierre, *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2008

Seldon Anthony, *Blair's Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007

Strathern Marilyn, *Audit cultures : anthropological studies in accountability, ethics and the academy*, London, Routledge, 2000

Tombs Robert & Isabelle, *That Sweet Enemy : the French and the British since 1688*, London, Pimlico, 2006

Vinen Richard, *Thatcher's Britain : The Politics and Social Upheaval of the 1980s*, London, Simon and Schuster, 2009



Source : groupe Counterproductions